



“Quelle ambition pour l’agriculture bio dans notre région ?”

Compte rendu du débat organisé par le réseau Bio
Bourgogne-Franche-Comté

Le 3 juin 2021

Participant.es

- **Candidat.es présent.es :**

Sarah Hassan, liste “La région partout et pour tous” conduite par Denis Thuriot,
Juliette Guespin, liste “Le Temps des cerises” conduite par Bastien Faudot,
Pascal Blain, liste “Ecologiste et solidaire” conduite par Stéphanie Modde,
Daniel Prieur, liste “Pour la Bourgogne et la Franche-Comté” conduite par Gilles Platret,
Stéphane Woynaroski, liste “Notre région par coeur”, conduite par Marie-Guite Dufay

- **Intervenant.es :**

Philippe Camburet, co-président de la Fédération Régionale d’Agriculture Biologique de Bourgogne-Franche-Comté et président de la Fédération Nationale d’Agriculture Biologique,
Laure Beauffigeau, administratrice de Bio Bourgogne,
Laurence Henriot, présidente du Groupement d’agriculture biologique de Côte d’or (GAB 21).

- **Public :**

30 personnes présentes

Le jeudi 3 juin était organisé un débat avec les candidat.es aux élections régionales à Saint-Jean-de-Losne par le réseau Bio Bourgogne - Franche-Comté.

Le thème du débat portait sur “Quelle ambition pour l’agriculture bio dans notre région”. Toutes les listes étaient représentées, sauf le Rassemblement Nationale et Lutte Ouvrière.

Ce débat était l’occasion d’un échange entre candidat.es aux élections régionales, paysan.nes et citoyen.nes, au lendemain de la [manifestation des agriculteur.rices bio](#) contre les récents arbitrages de la Politique Agricole Commune rendus par le ministre de l’agriculture.

Les candidat.es présent.es ont présenté leur programme et répondu aux questions telles que le soutien à l’agriculture biologique, l’installation des nouveaux.elles paysan.nes, les arbitrages de la PAC, la gestion de l’eau...

Sarah Hassan (LREM) a reconnu le rôle pionnier de l’agriculture biologique mais a insisté sur le fait que la Région « ne doit pas oublier ceux qui peinent à changer leurs modes de production ». Concernant les arbitrages de la PAC, elle a estimé que « la certification bio est assez solide pour ne



pas prendre ombrage de la HVE » et qu' il était important de créer un système qui ne dépende pas des aides.

Parmi les propositions évoquées, la candidate a plaidé pour que les agriculteur.rices bio soient représentés dans les comités locaux des SAFER et mis en avant la volonté de la liste qu'elle représente d'accompagner les communes et intercommunalités sur les enjeux environnementaux. Elle a finalement précisé que la région doit accompagner tou.tes les agriculteur.rice.s vers des pratiques vertueuses par un soutien technique et en aidant à la structuration de filières, plus que par des aides.

Juliette Guespin (LFI) présente un programme favorisant l'installation-transmission agricole, rétablissant l'aide au maintien à l'Agriculture biologique (supprimé à partir de 2023), et revalorisant l'aide à la conversion biologique. A noter que l'aide à la conversion sera à partir de 2023 une compétence de l'Etat et non plus des Régions.

Parmi les propositions présentées pour l'agriculture, la candidate a évoqué l'extension de l'aide JA (Jeunes Agriculteurs) aux plus de 40 ans, la modification des critères CDOA (Commission Départementale d'Orientation Agricole), le rétablissement par la Région de l'aide au maintien en bio, la mise en place d'un service de soutien aux agriculteur.rices avec des animateur.rices de territoires. Juliette Guespin s'est également prononcée pour la mise en œuvre du droit de préemption des terres par les communes, notamment afin de créer des surfaces de maraîchage pour approvisionner les cantines scolaires.

Pascal Blain (EELV) a marqué son soutien à l'agriculture biologique. « Nous sommes dans un moment de mutation et l'avenir c'est l'agriculture bio. La politique des petits pas ne fonctionne pas, il faut passer à la vitesse supérieure. »

Il a également présenté l'installation, notamment les installations en Agriculture Biologique, comme "une cause régionale d'utilité publique".

Au sujet des propositions, le candidat a cité : l'implication de la région au sein des SAFER, l'extension du plafond de la DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs), la création d'espaces communaux sur le modèle des pépinières d'entreprises pour développer notamment le maraîchage ou encore la création d'un fonds régional de réserve foncière pour faciliter la préemption de terres par les communes. Il a finalement insisté sur le levier que représentent les cantines des lycées pour lesquelles le cap doit être 100% en bio et local, ce qui pourrait créer 180 emplois.

Daniel Prieur (LR) a précisé qu'« il n'y a pas de paysan sans revenu et pas de revenu sans prix. L'agriculture bio est une solution pour les gens qui ont des terres à potentiel limité. Il ne faut pas être exclusif, on peut faire du bio et du conventionnel sur une même exploitation. »

Le candidat a évoqué les PAT (plan alimentaire territorial), la création d'un Parlement régional de l'Agriculture rassemblant toutes les organisations représentatives de la profession dont le réseau Bio Bourgogne Franche-Comté. « Toutes les agricultures doivent coexister ! », a-t-il affirmé. Lui-même agriculteur, il a tenu à apporter son témoignage sur l'enseignement agricole : « On a appauvri la connaissance en délaissant l'observation. L'une des grandes vertus de l'agriculture bio



c'est d'avoir remis en avant l'observation. L'agriculture bio ce n'est pas du conventionnel sans pesticide, c'est une approche système importante. »

Stéphane Woynaroski (PS) a réaffirmé son soutien à l'agriculture biologique avec "la signature d'une nouvelle convention avec Bio Bourgogne Franche-Comté, la création d'un "Pass bio BFC" pour favoriser les conversions et un objectif 50% en bio dans les cantines des lycées." Il a également mis en avant la réouverture de l'aide au maintien au bio pour la période 2021-2023 et la bonification de la DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs) aux installations en bio. Pour atteindre l'objectif de 50% de produits locaux dont 50% en bio dans les cantines de lycée (50 millions de repas par an) sa liste mise notamment sur le développement d'une aide incitative dans la dotation des lycées pour s'approvisionner en bio et local ainsi que le développement de la plateforme numérique mangerbiobfc.fr.